

tion est de donner bonne partance à nos enfants. Si vous ne la commencez pas bien, vous n'en ferez jamais rien de bon. Je dis que si vous voulez faire de notre pays une seconde Irlande, vous n'avez qu'à continuer une agitation qui divise les enfants en grandissant. L'Irlande, je regrette de le dire, a beaucoup souffert de l'absence d'un bon commencement et de bons soins, et je pourrais ajouter aussi de la privation, parfois, de bons directeurs, bien que feu John Redmond, un homme de grandes qualités, dont mon honorable ami d'Antigonish (l'honorable M. Girroir) a parlé tout à l'heure, ait accompli une grande tâche pour ses compatriotes; mais je regrette de le dire, il n'a pas eu l'appui voulu de la part des siens.

Nous allons avoir une forte immigration au pays immédiatement après la guerre. Des gens qui n'ont pas du tout de religion vont venir ici; comment allons-nous les amener au christianisme? Est-ce en procédant comme le font aujourd'hui les grandes organisations chrétiennes—un corps chrétien prenant l'autre presque à la gorge? Pourquoi nos journaux soi-disant chrétiens et religieux ne dirigent-ils pas leurs lecteurs? Pourquoi ne leur disent-ils pas comment se guider au lieu de dire aux gens des autres croyances religieuses les choses qu'ils ne font pas et qu'ils devraient faire? Voilà ce que font des journaux religieux. Je voudrais que les journaux et tous ceux qui se chargent de diriger l'opinion publique n'aient d'autre objet en vue que le bien, afin que ceux qui les écoutent puissent, par l'exemple reçu, montrer aux autres ce qui est bien. Il ne m'appartient ni à moi, ni à vous, ni à d'autres de dire à un tiers qu'il fait mal, qu'il prie debout quand il devrait s'agenouiller. Laissons-le servir Dieu comme il l'entend. Considérons-le comme chrétien militant, comme individu qui fait son possible. Je crois que le temps est venu—et je m'adresse à l'honorable sénateur d'Ottawa (l'honorable sénateur Belcourt), car ma position ressemble beaucoup à la sienne—pour les chefs de l'éducation du pays de se réunir et de voir s'il n'y a pas moyen d'établir des écoles nationales chrétiennes qui recevront l'approbation de tous les organismes chrétiens, où nos enfants pourront recevoir une partance convenable. Il me semble qu'il ne saurait y avoir de meilleur temps pour accomplir cette tâche.

Je me rappelle un incident qui s'est produit aux Communes pendant que j'étais membre de cette Chambre. Un ministre méthodiste de Hamilton, un nègre, se fit éconduire de la Chambre parce qu'il sollicitait des souscriptions. J'entendis parler

L'hon. M. CROSBY.

de l'affaire et j'ai cru, non pas à cause de mes capacités, mais à cause de ma religion, —étant un catholique—j'ai cru, dis-je, que j'étais tout désigné pour demander la raison de cette expulsion. Le premier ministre à cette époque était sir Wilfrid Laurier et le président de la Chambre l'honorable Charles Marcil. Tous ceux qui ont connu ces deux hommes savent qu'ils sont bons et loyaux; tout de même, il pouvait y avoir un malentendu. La réponse qui me fut donnée a été que ce ministre méthodiste prélevait des souscriptions pour des fins de culte et que telle chose n'était pas permise dans l'enceinte du Parlement. Si quelques-uns des amis de ce monsieur avaient demandé ce renseignement, il aurait été probablement mal interprété. Je serais heureux de voir l'honorable monsieur de Grandville (l'honorable M. Choquette) défendre M. Hocken et l'"Orange Sentinel", comme je serais non moins heureux de voir M. Hocken se lever et prendre la part de l'honorable-représentant de Grandville et des journaux religieux du Québec. Comme je l'ai déjà dit, le meilleur moyen d'atteindre cet état de choses est que les têtes dirigeantes conduisent leurs gens dans la bonne direction. Que les journaux qui se comptent au nombre des plus influents du pays ne s'occupent que des intérêts de la population qui les entoure et qu'ils ne s'occupent pas des affaires des autres centres. Notre pays est le pays choisi de Dieu et il continuera de l'être tant que nous saurons faire notre devoir.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Je crois qu'il était très convenable de la part de mon honorable ami d'Ottawa (l'honorable M. Belcourt) de demander ce que faisait actuellement le Gouvernement en vue de la commémoration de la présente guerre lorsqu'elle sera terminée. Si j'avais cru que cette question devait être posée, ou du moins si le temps m'avait été donné de le faire, c'eût été pour moi un plaisir de m'enquérir des démarches qui ont été faites dans ce sens. Je dois dire que le premier ministre n'a pas failli à son devoir à ce sujet et il a pris les mesures nécessaires pour collectionner des trophées et des archives de guerre pour l'avenir.

Le bureau des archives canadiennes de Londres a fait la collection de documents et de notes de grande valeur, et cela dans le but d'établir au Canada un bureau d'archives de guerre qui sera à l'avenir utile à notre vie nationale. On a pris un grand nombre de photographies qui serviront plus tard à commémorer les vaillants exploits des Canadiens dans le grand conflit qui